



Commune
de Witry-lès-Reims

Référence
MAPA 2018-08

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE
(Article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016)

-oOo-

Inventaire, classement et rangement des archives municipales

-oOo-

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

TABLE DES MATIERES

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHE.....	3
ARTICLE 2 - ACHETEUR PUBLIC.....	3
ARTICLE 3 – DUREE ET DELAIS D’EXECUTION DU MARCHE PUBLIC.....	3
ARTICLE 4 - PROCEDURE.....	3
ARTICLE 5 - PIECES CONTRACTUELLES.....	3
ARTICLE 6 – MODALITES D’EXECUTION.....	4
ARTICLE 7 - PRIX ET REGLEMENTS.....	4
7.1 - PRIX.....	4
7.2 - REGLEMENT DES COMPTES.....	4
ARTICLE 8 - PENALITES.....	4
ARTICLE 9 - ATTESTATION D’EXECUTION, VERIFICATION ET ADMISSION.....	5
ARTICLE 10 - SOUS-TRAITANCE.....	5
10.1 - MODALITES D'ACCEPTATION D'UN SOUS-TRAITANT.....	5
10.2 - MODALITES DE PAIEMENT DIRECT.....	6
ARTICLE 11 - GARANTIES FINANCIERES.....	6
11.1 - RETENUES DE GARANTIE.....	6
11.2 - AVANCE.....	6
ARTICLE 12 - PIECES ET ATTESTATIONS A FOURNIR.....	7
12.1 - DISPOSITIF DE VIGILANCE (ARTICLE D8222-5 DU CODE DU TRAVAIL).....	7
12.2 - DISPOSITIF D'ALERTE (ARTICLE L8222-6 DU CODE DU TRAVAIL).....	7
ARTICLE 13 - NANTISSEMENT.....	7
ARTICLE 14 – ASSURANCES.....	7
ARTICLE 15 – RESILIATION.....	8
ARTICLE 16 - SITUATION DU TITULAIRE - REDRESSEMENT OU LIQUIDATION.....	8
16.1 - DECISIONS EMPORTANT EFFETS SUR L'EXECUTION DU MARCHE.....	8
16.2 - REDRESSEMENT JUDICIAIRE.....	8
16.3 - LIQUIDATION JUDICIAIRE.....	8
ARTICLE 17 – LITIGES.....	9
ARTICLE 18 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	9

Article 1 - Objet du marché

La consultation porte sur l'inventaire, le classement et le rangement des archives de la commune de Witry-lès-Reims.

Article 2 - Acheteur public

Pouvoir adjudicateur : Commune de Witry-lès-Reims

**Mairie de Witry-lès-Reims
Place de la Mairie
51420 Witry-lès-Reims**

Personne habilitée à le représenter : Monsieur le Maire, Michel KELLER

Article 3 – Durée et délais d'exécution du marché public

Les délais d'exécution seront précisés dans le bordereau des prix du candidat (colonne « jours d'intervention »).

Le début de la mission prend effet à compter de la notification du marché valant ordre de service de commencement du présent marché qui sera envoyé courant janvier 2019.

La durée initiale du marché est de **1 an, renouvelable tacitement deux fois.**

Le renouvellement du marché sera réputé accepté si aucun refus du titulaire du marché n'est notifié par lettre recommandée avec accusé de réception **trois mois** avant la date anniversaire du présent marché. Les deux parties ont la possibilité de mettre fin au marché sans indemnité, à la seule condition de prévenir l'autre partie dans ce délai de trois mois avant la date anniversaire du marché.

Article 4 - Procédure

Le présent marché est lancé selon une procédure adaptée en application de l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Article 5 - Pièces contractuelles

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles, elles prévalent dans l'ordre ci-après, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles opérées par avenant :

- L'Acte d'Engagement (AE) et ses éventuelles annexes
- Le bordereau des prix et délai d'intervention
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) applicable aux marchés publics de fournitures courantes et prestations de services. Arrêté du 19 janvier 2009
- Le Mémoire technique

Toute clause portée sur une documentation, tarif quelconque transmis par le titulaire et contraire aux dispositions des pièces constitutives de la procédure est réputée non écrite. Il en est ainsi des conditions générales de vente du titulaire.

Article 6 – Modalités d'exécution

Les dispositions relatives aux modalités d'exécution sont indiquées dans le CCTP.

Article 7 - Prix et règlements

7.1 - Prix

Le prix est réputé ferme et non révisable. Les prix sont indiqués dans l'Acte d'Engagement (AE) et dans la DPGF.

Ce prix servira de base à l'analyse des offres. Le montant sera indiqué en toutes lettres dans l'AE.

Les prix sont établis nets en € HT et € TTC. Les prix indiqués constituent les prix de référence du marché. Ils sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres, frappant obligatoirement l'exécution des prestations, ainsi que tous les frais afférents à la réalisation des documents à remettre à la maîtrise d'ouvrage, les déplacements, l'hébergement, les assurances et tous les frais liés à la réalisation de l'étude.

7.2 - Règlement des comptes

Virement administratif

Le financement est assuré par le budget de la commune (section de fonctionnement).

Paiements effectués sur facture, après prestation faite.

Les factures seront à adresser à l'adresse suivante :

Mairie de Witry-lès-Reims
Place de la mairie
51420 Witry-lès-Reims

Les paiements auront lieu dans un délai maximum de 30 jours suivant réception par le pouvoir adjudicateur de la demande de règlement émise par le ou les titulaires, conformément aux dispositions du titre IV de la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013.

Les erreurs ou omissions dans la demande de règlement ou dans le mémoire seront signalées au titulaire et obligation lui sera faite d'établir une nouvelle demande ou un nouveau mémoire. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise par le titulaire de la totalité des justifications qui lui ont été réclamées. A compter de la réception des justifications demandées par la personne publique contractante, un nouveau délai global de 30 jours est ouvert pour effectuer le paiement dans des conditions identiques à celles visées à l'alinéa précédent.

Le taux applicable en cas d'intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Les intérêts moratoires appliqués ainsi que l'indemnité forfaitaire de 40 € pour frais de recouvrement seront payés dans les 45 jours de la mise en paiement du principal.

Article 8 - Pénalités

Les dispositions du CCAG FCS s'appliquent.

Article 9 - Attestation d'exécution, vérification et admission

Les opérations de vérification seront réalisées dès la fin de l'exécution de chaque prestation dans les conditions fixées aux articles 22 et suivants du CCAG-FCS et dans les conditions fixées au CCTP.

Article 10 - Sous-Traitance

Le titulaire d'un marché public peut, dans les conditions prévues par l'article 62 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015, sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché public à condition d'avoir obtenu de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

10.1 - Modalités d'acceptation d'un sous-traitant

L'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont demandés dans les conditions suivantes, en application de l'article 134 du décret n° 2016-306 du 25 mars 2016 ci-dessous reproduit :

1° Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre ou de la proposition, le candidat fournit à l'acheteur une déclaration mentionnant :

La nature des prestations sous-traitées ;

Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;

Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;

Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;

Le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie.

Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner.

La notification du marché public emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement ;

2° Dans le cas où la demande est présentée après le dépôt de l'offre, le titulaire remet contre récépissé à l'acheteur ou lui adresse par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception, une déclaration contenant les renseignements mentionnés au 1°.

Le titulaire établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché public ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article 137 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, en produisant soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché public qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement des créances.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par un acte spécial signé des deux parties.

Figurent dans l'acte spécial les renseignements ci-dessus mentionnés au 1° ;

3° Lorsque les dispositions des articles 110 à 121 s'appliquent au marché, si le titulaire envisage de confier à des sous-traitants bénéficiant du paiement direct, postérieurement à la notification du marché public, l'exécution de prestations pour un montant supérieur à celui qui a été indiqué dans le marché public ou l'acte spécial, il demande la modification de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité prévus à l'article 127.

Si cet exemplaire ou ce certificat de cessibilité a été remis en vue d'une cession ou d'un nantissement de créances et ne peut être restitué, le titulaire justifie soit que la cession ou le nantissement de créances concernant le marché public est d'un montant tel qu'il ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée, soit que son montant a été réduit afin que ce paiement soit possible.

Cette justification est donnée par une attestation du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances résultant du marché public.

L'acheteur ne peut pas accepter un sous-traitant ni agréer ses conditions de paiement si l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité n'a pas été modifié ou si la justification mentionnée ci-dessus ne lui a pas été remise.

Toute modification dans la répartition des prestations entre le titulaire et les sous-traitants payés directement ou entre les sous-traitants eux-mêmes exige également la modification de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité ou, le cas échéant, la production d'une attestation ou d'une mainlevée du ou des cessionnaires ;

4° Le silence de l'acheteur gardé pendant vingt-et-un jours à compter de la réception des documents mentionnés aux 2° et 3° vaut acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

10.2 - Modalités de paiement direct

Le sous-traitant admis au paiement direct adresse sa demande de paiement au titulaire du marché public, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, à l'acheteur ou à la personne désignée par lui dans le marché public.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement à l'acheteur ou à la personne désignée dans le marché public par l'acheteur, accompagnée des copies des factures adressées au titulaire et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

L'acheteur ou la personne désignée par lui dans le marché public adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

L'acheteur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

Lorsque le sous-traitant utilise le portail de facturation mentionné à l'article 2 de l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014, il y dépose sa demande de paiement sans autre formalité. Le titulaire dispose de quinze jours à compter de ce dépôt pour accepter ou refuser la demande de paiement sur le portail de facturation.

Article 11 - Garanties financières

11.1 - Retenues de garantie

Le titulaire du marché est dispensé de constituer une garantie financière au titre du présent marché.

11.2 - Avance

Le bénéfice de l'avance prévu à l'article 110 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 est prévu pour les marchés d'un montant supérieur à 50 000 Euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois.

En cas d'avance, celle-ci est calculée sur la base du montant du marché diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant du marché, toutes taxes comprises.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance est effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement par le titulaire à titre d'acomptes ou de solde et commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint ou dépasse 65% du marché.

Il doit, en tout état de cause, être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80% du montant toutes taxes comprises des prestations qui lui sont confiées au titre du marché.

Le titulaire peut refuser le versement de l'avance dans son acte d'engagement.

Article 12 - Pièces et attestations à fournir

12.1 - Dispositif de vigilance (Article D8222-5 du Code du travail)

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

A défaut, le titulaire s'expose à la résiliation du marché.

12.2 - Dispositif d'alerte (Article L8222-6 du Code du travail)

Sans préjudice des articles L. 8222-1 à L. 8222-3, toute personne morale de droit public ayant contracté avec une entreprise, informée par écrit par un agent de contrôle de la situation irrégulière de cette entreprise au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5, enjoint aussitôt à cette entreprise de faire cesser sans délai cette situation.

L'entreprise ainsi mise en demeure apporte à la personne publique, dans un délai de deux mois, la preuve qu'elle a mis fin à la situation délictuelle. A défaut, le contrat peut être rompu sans indemnité, aux frais et risques de l'entrepreneur.

La personne morale de droit public informe l'agent auteur du signalement des suites données par l'entreprise à son injonction.

A défaut de respecter les obligations qui découlent des premier et troisième alinéas du présent article ou, en cas de poursuite du contrat, si la preuve de la fin de la situation délictuelle ne lui a pas été apportée dans un délai de six mois suivant la mise en demeure, la personne morale de droit public est tenue solidairement avec son cocontractant au paiement des sommes mentionnées aux 1° à 3° de l'article L. 8222-2, dans les conditions fixées à l'article L. 8222-3.

Article 13 - Nantissement

Les créances nées ou à naître concernant la présente procédure peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles 127 à 131 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

En cas de sous-traitance, la présente procédure ne peut être nantie qu'à hauteur des prestations exécutées par le titulaire.

En cas de mise en nantissement, le fonctionnaire compétent pour fournir les renseignements prévus à l'article 130 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 est Monsieur le Maire, sous réserve de changement ultérieur par décision de la personne publique.

Le Comptable assignataire des paiements est Monsieur le Comptable du Trésor de Reims Banlieue Bourgogne.

Article 14 – Assurances

Dans le cadre de son activité, objet du présent marché, le titulaire atteste de sa couverture par la souscription d'une police d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile susceptible d'être engagée pour les dommages matériels et corporels.

Conformément à l'article 9.2 du CCAG-FCS, il s'engage, sur toute demande faite par lettre recommandée avec avis de réception postale ou en cas de modification des conditions de sa police d'assurance, à communiquer une attestation de souscription de la police d'assurance en cours de validité.

A défaut de production dans un délai de 15 jours ouvrés (comptés à partir de la réception de la demande), le marché pourra être résilié, conformément à l'article 32 f) du CCAG-FCS.

Article 15 – Résiliation

Les dispositions du chapitre 6 du CCAG-FCS sont pleinement applicables.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

Article 16 - Situation du titulaire - Redressement ou liquidation

16.1 - Décisions emportant effets sur l'exécution du marché

Les dispositions suivantes seront applicables en cas de jugement prononçant le redressement judiciaire ou la liquidation judiciaire du titulaire :

Le titulaire ou l'administrateur chargé d'appliquer le jugement devra notifier ce dernier sans délai au pouvoir adjudicateur. La même procédure devra être respectée pour toute décision ou jugement emportant des effets sur l'exécution.

16.2 - Redressement judiciaire

En cas de redressement judiciaire, la personne publique adressera à l'administrateur judiciaire une mise en demeure visant à lui demander s'il entend exiger la continuation d'exécution du marché public.

En cas de procédure simplifiée sans administrateur, cette mise en demeure est adressée au titulaire sous réserve qu'en application de l'article 141 de la Loi du 25 Janvier 1985, le Juge-Commissaire l'ait autorisé à exercer la faculté ouverte à l'article 37 de la Loi lui permettant d'exiger la continuation des contrats en cours.

En cas de réponse négative ou en l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de la date d'envoi de la mise en demeure, la résiliation est prononcée sans formalité.

Le délai précité peut varier si avant son expiration le Juge-Commissaire a accordé à l'Administrateur une prolongation ou lui a au contraire, imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution, ou à l'expiration du délai préfixe d'un mois visé ci-dessus.

Cette résiliation n'ouvre aucun droit à indemnité au profit du titulaire.

16.3 - Liquidation Judiciaire

En cas de liquidation judiciaire, la résiliation est prononcée sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité de l'Entreprise.

Dans ce cas, la personne publique peut accepter la continuation d'exécution des prestations pendant la période visée à la décision de justice, ceci dans la limite maximum de trois (3) mois ou prononcer la résiliation sans droit à indemnité au profit du titulaire.

La personne publique appréciera la situation notamment en fonction de l'intérêt résultant de l'application stricte de la garantie contractuelle et décennale et des assurances données en ce domaine par le titulaire ou l'administrateur.

Article 17 – Litiges

En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent C.C.A.P., la loi française est seule applicable.

La procédure à suivre par le titulaire, au cas de différend avec le pouvoir adjudicateur, est celle exposée au seul article 37 du CCAG-FCS.

Le tribunal compétent est le tribunal administratif dans le ressort duquel se situe le siège de l'administration (tribunal administratif de Châlons-en-Champagne).

Instance chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, 25 rue du Lycée, 51036 Châlons-en-Champagne, Tél : 03.26.66.86.87 ; Fax : 03.26.21.01.87 ; Mail : greffe.ta-chalons-en-champagne@juradm.fr; <http://chalons-en-champagne.tribunal-administratif.fr>

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours : Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, 25 rue du Lycée, 51036 Châlons-en-Champagne, Tél : 03.26.66.86.87 ; Fax : 03.26.21.01.87 ; Mail : greffe.ta-chalons-en-champagne@juradm.fr; <http://chalons-en-champagne.tribunal-administratif.fr/Demarches-procedures>

Article 18 - Dérogations aux documents généraux

Sans objet.